

Pour imposer d'autres choix de société, TOUTES ET TOUS MOBILISÉS LE 19 MARS 2019

Les colères qui s'expriment à travers les mobilisations des salarié·es, du public comme du privé, des retraité·es, des chômeur·euses, des gilets jaunes, sont plus que légitimes. Ce sont nos emplois, nos conditions de travail et de vie, notre santé, l'école de nos enfants, tous nos services publics, notre sécurité sociale qui sont menacés par les politiques menées par les gouvernements successifs, l'actuel affichant et assumant sans scrupule d'être au service des plus riches, du grand patronat.



Quelques exemples

- **Pour 2019** : 260 milliards d'euros d'argent public (impôts), seront octroyés aux entreprises sous diverses formes (exonérations de cotisations, CICE, baisse de la fiscalité, etc.).
 - Suppression de l'ISF.
- **Pour 2018** : 57 milliards d'euros de dividendes versées aux actionnaires (+ 8,4 % par rapport à 2017).
- Plus de 100 milliards d'euros d'évasion fiscale.
- **En 2016**, 1454 filiales détenues par les entreprises du CAC 40, étaient hébergées dans les paradis fiscaux, soit 20 % de plus qu'en 2008.
- **De 1995 à 2018**, le montant du patrimoine professionnel des 500 plus grosses fortunes de France est passé de 81 milliards d'euros à 630 milliards d'euros.

Et pendant ce temps...

- 9 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté (30 % ont un emploi).
- 6,2 millions de personnes sont privées d'emploi (moins de la moitié sont indemnisées).
- 11 millions de salarié·es précaires,
- Près de 11 % des salarié·es sont payés au SMIC.
- 40 % des salarié·es gagnent moins de 1330 euros/mois.
- Plus de 12,1 millions de Français sont en « précarité énergétique ».
- 8 millions de français disposent d'une complémentaire santé et renoncent aux soins pour des raisons financières.

Malgré tout l'enfumage orchestré autour de l'opération « *grand débat national* », pour donner l'illusion aux salarié·es, aux citoyen·nes qu'on les écoute, le Président des Riches et son gouvernement multiplient les annonces qui vont aggraver encore plus la situation des salarié·es, de la population.

Afin de satisfaire la voracité sans limite de profits des actionnaires, répondre aux vieilles revendications rétrogrades et mortifères d'un patronat revancharde, qui n'a jamais admis les conquêtes sociales, arrachées par les luttes des salarié·es, au fil de notre histoire, Macron et son gouvernement veulent :



- mettre à mort le système d'indemnisation du chômage,
- démanteler la Fonction Publique et finir de privatiser tous les services publics,
- poursuivre le saccage de l'Hôpital public et aggraver encore l'accès aux soins pour tous,
- accélérer la remise en cause de l'accès aux études pour tous, par la sélection arbitraire accrue et le tri sélectif par le fric,
- remettre en cause notre système de retraite par la mise en place d'un système par point, la casse de tous les régimes existants et leurs garanties, tout en programmant une baisse brutale des pensions pour toutes et tous.

La régression sociale pour satisfaire la soif sans limite de profits et de domination sans partage du patronat, des grands groupes et de la finance,

ÇA SUFFIT !

IL EST URGENT pour toutes et tous les salarié·es, retraité·es, chômeurs·euses, jeunes d'amplifier, de faire converger les mobilisations pour stopper l'offensive libérale de Macron, aux ordres du patronat.

Toutes et tous ensemble, nous pouvons gagner une réappropriation des richesses, que nous seuls créons par notre travail, pour les consacrer à améliorer les conditions de travail et de vie, au progrès social.

Jamais les patrons n'ont généreusement offert quoi que ce soit aux salarié·es.

Toutes les avancées sociales ont été le fruit des luttes, du blocage de l'économie, par les salarié·es en grève.

Aujourd'hui, encore face à un patronat très organisé, la force est du côté du nombre.

Malgré les obstacles, la grève unie, solidaire et déterminée des salarié·es, rassemblée avec les chômeurs·euses, les retraité·es, la jeunesse est la seule arme pour faire plier les patrons et le gouvernement.

Comme dans d'autres périodes de notre histoire, c'est par l'action collective de la masse des salarié·es, des retraité·es, des chômeurs·euses, de la jeunesse que nous pourrions gagner :

- une véritable augmentation des salaires, retraites et minima sociaux à partir d'un SMIC à 2000 € bruts,
- le développement de l'emploi stable et qualifié à plein temps,
- le renforcement de notre sécurité sociale solidaire, financée par les cotisations sociales, couvrant l'ensemble des risques à 100 %,
- une fiscalité juste, mettant à contribution les hauts revenus pour développer les services publics de qualité et de proximité, garant de la cohésion sociale et à égalité de traitement sur l'ensemble du pays. Le rétablissement immédiat de l'ISF,
- la suppression de la CSG et la limitation au minimum de la TVA,
- l'arrêt de tous les réformes en cours (chômage, fonction publique, santé, retraites, etc.), et l'abrogation des lois Rebsamen, Macron, El Khomri, NOTRe,
- l'abandon du projet de loi anti manifestation et anti grèves,
- la baisse immédiate des prix des carburants et la prise en charge des transports par les employeur·es.



DANS CET OBJECTIF, L'UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS CGT DE LOIR & CHER APPELLE TOUS LES SALARIE·ES, RETRAITE·ES, CHOMEURS·EUSES, LES JEUNES A SE MOBILISER SOUS TOUTES LES FORMES, A FAIRE GREVE, A DEBRAYER ET MANIFESTER LE :

MARDI 19 MARS

- **Romorantin à 10H30** devant la sous-préfecture,
- **Vendôme à 10H30** place St Martin, suivi d'un barbecue devant Pôle Emploi,
- **Blois à 14H30** devant la Préfecture

Parce que personne ne se battra à la place de personne, l'UD CGT de Loir & Cher appelle tous les salarié·es, les retraité·es, les chômeurs·euses, la jeunesse à débattre, sur tous les lieux de travail et de vie, pour donner un prolongement à cette journée nationale interprofessionnelle unitaire de grève et de manifestations en décidant de la poursuite de l'action et de sa forme pour élargir, amplifier la mobilisation jusqu'à la victoire.

ENSEMBLE, PAR LA GREVE, LES BLOCAGES, LES MANIFESTATIONS ON NE LACHE RIEN POUR REGAGNER LE PROGRES SOCIAL.